



Promotion économique régionale

«Image écornée? Mais j'ai tout donné pour le GGBa!»



Philippe Monnier: «Depuis plusieurs années, avec nos collègues genevois, nous nous sommes battus comme des lions pour mettre en avant les atouts spécifiques de Genève.» OLIVIER VOGELSANG

Pierre-Alexandre Sallier

Le directeur sortant de l'agence chargée d'attirer les sociétés étrangères livre un constat acide de ses cinq ans de mandat

Capitaine depuis la création, en 2010, de ce qui se veut le fer de lance de la région sur les marchés étrangers, Philippe Monnier dit sa vérité dans un livre* sorti neuf mois après l'annonce de son dé-

part, en décembre 2014. L'ex-patron du GGBa - pour Greater Geneva Berne area - y critique les interférences des acteurs politiques et la lourdeur d'un ovni parlant au nom de six cantons.

Les critiques de votre ouvrage vous valent aujourd'hui d'être conspué par le président du GGBa. Etes-vous allé trop loin?

En réalité, si l'image de quelqu'un est écornée par cet épisode, c'est probablement la mienne. Comme tout le monde le sait à l'interne, j'ai tout donné pour le GGBa pen-

dant cinq ans et demi - 15 heures par jour, 365 jours par an. J'ai volontairement renoncé à une partie significative de ma rémunération contractuelle pour pallier, un peu, les difficultés financières de nos cantons. Néanmoins, un rapport rédigé par six hauts fonctionnaires - qui de toute évidence n'avaient pas réalisé que nous battons des records - me reproche d'avoir négligé mon travail. Si quelqu'un est intéressé à ce que le GGBa perdure et améliore sa gouvernance interne, c'est bien moi.



Franc fort, réforme de la fiscalité, vote sur l'immigration. Il se dit que l'attrait de la Suisse décline. Vrai?

Un peu vrai, mais je déteste les propos défaitistes. Une promotion économique est là pour générer un maximum de belles implantations et non pour dresser la liste des raisons pour lesquelles cela n'est pas possible. Les nuits de travail font la différence.

Les voix appelant à ce que la prospection à l'étranger soit du ressort de la Confédération ont-elles vraiment tort?

J'en suis convaincu. Imaginez qu'un prospecteur fédéral - basé par exemple à l'ambassade de Pékin - rencontre un cadre chinois faisant montre d'un semblant d'intérêt à installer une filiale en Suisse. Les services fédéraux vont faire remonter ce projet à 26 cantons. Si le projet a l'air intéressant, de nombreux cantons vont envoyer un dossier standard - disons 100 pages - à ce cadre puis le submergeront d'appels. En réalité, la prospection par le niveau fédéral pourrait peut-être faire du sens si Berne avait le droit d'effectuer une présélection des cantons - par

exemple, la chimie va à Bâle - comme c'est plus ou moins le cas en Allemagne. Dans les faits, la Confédération a tendance à prospecter de plus en plus. Il y a quelques années, elle nous a mis devant le fait accompli avec l'engagement d'une douzaine de prospecteurs. Evidemment, les nombreux cantons qui ne sont pas représentés à l'étranger ont salué ces engagements - largement financés par la Confédération. Lorsque j'ai protesté, cela m'a valu pas mal de missiles!

L'âge d'or d'un arc lémanique attirant à coups de cadeaux fiscaux, c'est bien fini?

Attirer des entreprises avec des conditions fiscales exceptionnelles - par exemple des exemptions pendant dix ans - est une erreur.

Un tel traitement de faveur devrait se faire uniquement dans des cas exceptionnels - par exemple pour convaincre un Google dont l'aura va attirer beaucoup d'autres entreprises. En réalité, lors de mes cinq ans au GGba, la fiscalité suisse avait déjà largement perdu de son attrait. Nous étions entrés dans une période de doutes... et de pressions de la part

de l'Union européenne.

Vos années à la tête du GGba ont été également marquées par certaines déceptions - la China Construction Bank s'est installée à Zurich. Qu'est-ce qui a cloché?

Depuis plusieurs années, avec nos collègues genevois, nous nous sommes battus comme des lions pour mettre en avant les atouts spécifiques de Genève et compenser le fait que la place financière de Zurich figure systématiquement devant dans les classements internationaux. J'ai eu un meeting de la dernière chance avec le président de cette banque lors du Forum de Davos. Il m'a alors indiqué qu'il avait fait une demande à son gouvernement pour ouvrir une banque à... Zurich. Et que c'était impossible de revenir en arrière.

«Promotion économique de la Suisse occidentale: radiographie sans complaisance», Slatkine, 2015.



**Découvrez l'interview
intégrale sur**
www.monnier.tdg.ch

Une possible plainte en justice à l'horizon

● Président du GGba, Jean-Michel Cina s'étonne du flot de critiques émises par son ancien directeur. Et estime que ce dernier est sorti de son devoir de réserve et de fidélité. «Monsieur Monnier ne respecte pas la convention par laquelle les deux parties s'étaient engagées à communiquer de manière positive sur la structure au terme des rapports de travail», regrette le conseiller d'Etat valaisan. Ce dernier dit examiner la possibilité de

poursuites en justice «afin de préserver une bonne image du GGba, ce qui est essentiel pour la poursuite de sa mission».

Le chef du Département valaisan de l'économie souhaite également rompre avec l'ère Monnier. Selon lui, l'arrivée de son successeur, Thomas Bohn, a permis «une amélioration des relations de travail en interne et une nouvelle dynamique». Ceci



Jean-Michel Cina
Président du GGba

permet de «réorienter» la stratégie de la structure de promotion «afin de privilégier la qualité à la course aux chiffres d'implantations de sociétés».

Qualité? Pour Jean-Michel Cina, la «promotion économique de la région à l'étranger ne



peut pas être séparée de la réalité du tissu économique local». A ses yeux, cela signifie attirer des multinationales assurant davantage d'emplois ayant un lien plus concret et direct avec les spécificités économiques de la région. Ou développant des fonctions de recherche sur les parcs d'innovation locaux. Un regard également lié à l'expérience valaisanne, différente de celle des régions lémaniques. Ce canton a accueilli une vingtaine de sociétés grâce à l'action du GGBa, notamment des «start-up» dans les biotechnologies sur le parc d'innovation BioArk à Monthey.

Quid des critiques au vitriol émises par l'ancien responsable du GGBa sur les interférences de différents niveaux de décision? Pour Jean-Michel Cina, «intégrer la complexité intercantonale et la dimension politique qui y est liée fait partie de la mission de celui qui dirige une telle structure». Le responsable de l'Economie valaisanne relativise les accusations de lourdeur de la structure. En rappelant que son budget reste limité à 3,3 millions par an. Et que ses équipes sont constituées de onze prospecteurs à l'étranger et de seulement trois collaborateurs au siège. **P-A.SA.**